



Fonds internationaux
d'indemnisation pour
les dommages dus
à la pollution par les
hydrocarbures

Point 8 de l'ordre du jour	IOPC/MAY23/8/3	
Date	22 mai 2023	
Original	Anglais	
Assemblée du Fonds de 1992	92AES27	●
Comité exécutif du Fonds de 1992	92EC80	
Assemblée du Fonds complémentaire	SAES11	

DIVERS

APPLICATION DE LA RÉOLUTION N° 12 DU FONDS DE 1992 À L'ÉGARD DU SINISTRE DU *BOW JUBAIL*

Note du Secrétariat

Résumé :	<p>Le Comité exécutif du Fonds de 1992 sera invité à sa 80^e session à autoriser le versement d'indemnités pour les pertes résultant du sinistre du <i>Bow Jubail</i>, survenu dans le port de Rotterdam (Pays-Bas) en 2018.</p> <p>À la session d'octobre 2022 de l'Assemblée du Fonds de 1992, il a été indiqué que les Pays-Bas avaient soumis des rapports partiels sur les hydrocarbures pour 2021, les rapports de certains gros contribuables étant en souffrance. En outre, il a été indiqué que les rapports de deux contribuables à Bonaire et à Saint-Eustache étaient en souffrance depuis plus d'un an.</p> <p>En avril 2016, l'Assemblée du Fonds de 1992 a adopté la Résolution N° 12 intitulée « Mesures concernant les rapports sur les hydrocarbures en retard et les arriérés de contributions ». En vertu de cette Résolution, l'Assemblée du Fonds de 1992 doit déterminer si le règlement d'une demande d'indemnisation soumise par une autorité/administration publique d'un État ayant des rapports sur les hydrocarbures en souffrance doit être suspendu jusqu'à ce que les rapports en souffrance aient été soumis.</p>
Mesures à prendre :	<p><u>Assemblée du Fonds de 1992</u></p> <p>a) Prendre note des renseignements fournis dans le présent document, en particulier concernant les rapports sur les hydrocarbures en souffrance de deux contribuables à Bonaire et Saint-Eustache ; et</p> <p>b) décider, dans l'éventualité où le Comité exécutif du Fonds de 1992 autoriserait l'Administrateur à verser des indemnités, s'il convient d'appliquer la Résolution N° 12 à l'égard du sinistre du <i>Bow Jubail</i>.</p>

1 Rappel des faits

- 1.1 Le Comité exécutif du Fonds de 1992 sera invité à sa 80^e session à autoriser le versement d'indemnités pour les pertes résultant du sinistre du *Bow Jubail*, survenu dans le port de Rotterdam (Pays-Bas) en 2018 (document IOPC/MAY23/3/6/1).
- 1.2 À la session d'octobre 2022 de l'Assemblée du Fonds de 1992, il a été indiqué que les Pays-Bas avaient soumis des rapports partiels sur les hydrocarbures pour 2021, les rapports de certains gros contribuables étant en souffrance.

- 1.3 Il a en outre été noté que les rapports de deux contribuaires à Saint-Eustache et à Bonaire étaient en souffrance pour les années 2004 à 2009 et 2019 à 2021. Il a été noté, au total, que les Pays-Bas avaient depuis neuf ans des rapports en souffrance dus par deux contribuaires dans des territoires d'outre-mer.
- 1.4 Le Secrétariat a échangé régulièrement avec les contribuaires concernés et avec le représentant des Pays-Bas aux réunions des FIPOL pour tenter de résoudre ce dossier. À la session d'octobre 2022 de l'Assemblée du Fonds de 1992, la délégation néerlandaise a fait le point sur les progrès accomplis concernant les rapports des Pays-Bas. Elle a informé les organes directeurs qu'elle travaillait avec l'autorité compétente afin de procéder à la soumission des rapports sur les hydrocarbures pour 2021. La délégation a assuré les organes directeurs qu'elle continuerait à s'acquitter de son obligation d'établissement de rapports en vertu de la Convention de 1992 portant création du Fonds.
- 1.5 Au 22 mai 2023, à l'exception des rapports d'un contribuaire à Bonaire et à Saint-Eustache, tous les rapports sur les hydrocarbures des Pays-Bas pour les années 2021 et 2022 avaient été soumis. Les rapports de Bonaire et Saint-Eustache demeurent en souffrance pour les années 2004 à 2009 pour deux contribuaires, et pour les années 2019 à 2021 pour un contribuaire.

2 Résolution N° 12 – Mesures concernant les rapports sur les hydrocarbures en retard et les contributions non acquittées

- 2.1 En avril 2016, l'Assemblée du Fonds de 1992 a adopté la Résolution N° 12 intitulée « Mesures concernant les rapports sur les hydrocarbures en retard et les arriérés de contributions », telle qu'elle est reproduite en annexe.
- 2.2 Le paragraphe 8 de cette Résolution indique que l'Assemblée du Fonds de 1992 :
- « DÉCIDE qu'elle devra établir quels sont les États ayant pris un retard de deux ou plus de deux années dans la soumission des rapports sur les hydrocarbures, auquel cas toute demande d'indemnisation soumise par une autorité/administration publique des États concernés intervenant directement pour lutter contre le sinistre de pollution ou rétablir la situation, pour le compte desdits États, sera évaluée sur le plan de la recevabilité, le règlement étant toutefois suspendu jusqu'à ce que les rapports en souffrance aient été soumis ; »
- 2.3 Étant donné que les Pays-Bas ont des rapports sur les hydrocarbures en souffrance depuis plus de deux ans, en vertu de cette Résolution, l'Assemblée du Fonds de 1992 devra déterminer si le règlement de demandes d'indemnisation soumises par une autorité/administration publique des Pays-Bas au titre du sinistre du *Bow Jubail* doit être suspendu jusqu'à ce que les rapports en souffrance aient été soumis.

3 Point de vue de l'Administrateur

- 3.1 L'Administrateur note qu'on s'attend à ce que le Gouvernement des Pays-Bas présente une demande d'indemnisation au Fonds de 1992 au titre du sinistre du *Bow Jubail*. Il note également que les Pays-Bas ont des rapports sur les hydrocarbures en souffrance et qu'en vertu de la Résolution N° 12, l'Assemblée du Fonds de 1992 peut décider de suspendre le règlement d'une telle demande jusqu'à ce que les rapports en souffrance aient été soumis.
- 3.2 L'Administrateur prend acte des efforts engagés par les autorités chargées de l'établissement des rapports sur les hydrocarbures aux Pays-Bas pour obtenir les rapports en souffrance et tient à leur faire part de ses remerciements pour leur coopération constante.

3.3 L'Administrateur note qu'il s'agit de la première fois que survient un sinistre auquel la Résolution N° 12 serait applicable. Gardant à l'esprit l'importance accrue accordée par les organes directeurs à la soumission des rapports sur les hydrocarbures, l'Administrateur est d'avis qu'il conviendrait d'appliquer la Résolution N° 12 en l'espèce.

4 Mesures à prendre

Assemblée du Fonds de 1992

L'Assemblée du Fonds de 1992 est invitée à :

- a) Prendre note des renseignements fournis dans le présent document, en particulier concernant les rapports sur les hydrocarbures en souffrance pour Bonaire et Saint-Eustache ; et
- b) décider, dans l'éventualité où le Comité exécutif du Fonds de 1992 autoriserait l'Administrateur à verser des indemnités, s'il convient d'appliquer la Résolution N° 12 à l'égard du sinistre du *Bow Jubail*.

* * *

ANNEXE

Résolution N°12 – Mesures concernant les rapports sur les hydrocarbures en retard et les arriérés de contributions (avril 2016)

L'ASSEMBLÉE DU FONDS INTERNATIONAL D'INDEMNISATION DE 1992 POUR LES DOMMAGES DUS À LA POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES (Fonds de 1992),

RAPPELANT que le Fonds international d'indemnisation de 1992 pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (Fonds de 1992) a été établi aux termes de la Convention internationale de 1992 portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (Convention de 1992 portant création du Fonds) en vue d'assurer une indemnisation équitable des personnes qui ont subi des dommages résultant d'une pollution due à des fuites ou rejets d'hydrocarbures provenant de navires,

NOTANT l'obligation incombant aux États parties en vertu de l'article 15 de la Convention de 1992 portant création du Fonds de communiquer par écrit à l'Administrateur du Fonds (l'Administrateur), à une date et selon les modalités fixées dans le Règlement intérieur, le nom et l'adresse de toute personne qui est tenue, en ce qui concerne ces États, de contribuer au Fonds de 1992 conformément à l'article 10 de la Convention de 1992 portant création du Fonds, ainsi que des indications sur les quantités d'hydrocarbures donnant lieu à contribution qui ont été reçues par cette personne au cours de l'année civile précédente (rapports sur les hydrocarbures),

TENANT COMPTE, en vue de garantir une indemnisation adéquate, de la nécessité de veiller au paiement des contributions annuelles au Fonds de 1992 requises par l'article 10 de la Convention de 1992 portant création du Fonds,

NOTANT également l'obligation des États parties, en vertu de l'article 13.2 de la Convention de 1992 portant création du Fonds, de veiller au respect de l'ensemble des obligations de contribuer au Fonds de 1992 en vertu de la Convention, s'agissant des hydrocarbures reçus sur le territoire de ces États et, à cette fin, de prendre toutes les mesures législatives appropriées,

CONSCIENTE que, lorsque les États parties manquent à leurs obligations en vertu de l'article 13.2 ou de l'article 15 de la Convention de 1992 portant création du Fonds, la responsabilité leur en incombe vis-à-vis du Fonds de 1992 en vertu du droit international public,

AYANT PRÉSENT À L'ESPRIT que le Fonds de 1992 ne peut remplir son mandat ou fonctionner efficacement que si des rapports exacts sur les hydrocarbures et les contributions sont reçus dans les délais requis,

RAPPELANT la décision prise en octobre 2008 par l'Assemblée du Fonds de 1992, lors de sa 13^{ème} session, d'adopter une politique selon laquelle, lorsqu'un État a pris un retard de deux ou plus de deux années dans la soumission des rapports sur les hydrocarbures, toutes les demandes d'indemnisation soumises par une autorité/administration publique de cet État intervenant directement pour lutter contre le sinistre de pollution ou rétablir la situation, pour le compte dudit État, seraient évaluées sur le plan de la recevabilité, mais le règlement serait suspendu jusqu'à ce que les rapports en souffrance aient été soumis,

RAPPELANT également la résolution N°11 – Mesures concernant les contributions (octobre 2009),

- 1 **AVALISE** les efforts actuellement déployés par l'Administrateur pour assurer le suivi des rapports sur les hydrocarbures en retard et des arriérés de contributions ;
- 2 **DEMANDE** à toutes les personnes qui reçoivent des hydrocarbures donnant lieu à contribution de s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu de la Convention de 1992 portant création du Fonds dans les délais requis ;

- 3 **DEMANDE INSTAMMENT** aux associations représentant les réceptionnaires d'hydrocarbures donnant lieu à contribution d'entreprendre activement de faire respecter les obligations contractées par les membres de ce secteur d'activité et de faire rapport à l'Administrateur sur les mesures prises à cet égard ;
- 4 **DEMANDE PAR AILLEURS INSTAMMENT** à tous les États parties de respecter les obligations qui leur incombent en vertu des articles 13.2, 15.1 et 15.2 de la Convention de 1992 portant création du Fonds, notamment de fournir des rapports sur les hydrocarbures dans les délais requis et avec la précision voulue et de veiller au paiement des contributions ;
- 5 **RAPPELLE** aux États parties la possibilité figurant à l'article 14.1 de la Convention de 1992 portant création du Fonds, en vertu de laquelle un État partie peut déclarer à tout moment qu'il assume lui-même les obligations qui incombent à toute personne tenue de contribuer au Fonds de 1992, en vertu de l'article 10.1 de la Convention ;
- 6 **DEMANDE** aux États parties qui n'ont pas soumis leurs rapports sur les hydrocarbures ou dont certains contribuables n'ont pas acquitté leurs contributions de faire rapport à l'Administrateur des mesures prises pour remédier à ces situations ;
- 7 **CHARGE** l'Administrateur :
 - a) en concertation avec l'Organe de contrôle de gestion, d'étudier les rapports dont il est fait mention aux paragraphes 4 et 6 ci-dessus et de présenter les recommandations qui s'imposent à l'Assemblée du Fonds de 1992 ;
 - b) de faire rapport, à chaque session ordinaire de l'Assemblée du Fonds de 1992, des noms des États qui n'ont pas soumis leurs rapports sur les hydrocarbures ou qui n'ont pas pris de mesures pour veiller au paiement des contributions en temps voulu ; et
 - c) d'indiquer dans lesdits rapports les mesures prises, le cas échéant, par les États dont il est question au sous-paragraphes b), dans les 12 mois précédents, en réponse à toute demande adressée par l'Administrateur en vue de corriger la situation ;
- 8 **DÉCIDE** qu'elle devra établir quels sont les États ayant pris un retard de deux ou plus de deux années dans la soumission des rapports sur les hydrocarbures, auquel cas toute demande d'indemnisation soumise par une autorité/administration publique des États concernés intervenant directement pour lutter contre le sinistre de pollution ou rétablir la situation, pour le compte desdits États, sera évaluée sur le plan de la recevabilité, le règlement étant toutefois suspendu jusqu'à ce que les rapports en souffrance aient été soumis ;
- 9 **DÉCIDE ÉGALEMENT** qu'elle devra établir quels sont les États qui manquent à leurs obligations en vertu de l'article 13.2 de la Convention de 1992 portant création du Fonds depuis deux ou plus de deux années, auquel cas toute demande d'indemnisation soumise par une autorité/administration publique des États concernés intervenant directement pour lutter contre le sinistre de pollution ou rétablir la situation, pour le compte desdits États, sera évaluée sur le plan de la recevabilité, le règlement étant toutefois suspendu jusqu'à ce que le manquement soit corrigé ;
- 10 **DÉCIDE PAR AILLEURS** qu'elle devra établir quels sont les États qui manquent à leurs obligations en vertu des articles 13.2, 15.1 ou 15.2 de la Convention de 1992 portant création du Fonds, auquel cas les États concernés ne seront pas autorisés à désigner des candidats pour siéger à l'Organe de contrôle de gestion ou à être élus membres du Comité exécutif du Fonds de 1992 ;

- 11 **CHARGE** l'Administrateur d'élaborer des lignes directrices incitant les États parties à honorer les obligations qui leur incombent en vertu des articles 13.2, 15.1 et 15.2 de la Convention de 1992 portant création du Fonds ;
 - 12 **CHARGE** l'Organe de contrôle de gestion :
 - a) d'assurer le suivi des mesures ci-dessus concernant les rapports sur les hydrocarbures en retard et les arriérés de contributions afin de déterminer leur efficacité ; et
 - b) de faire rapport à l'Assemblée du Fonds de 1992 sur ses conclusions en y adjoignant des recommandations tendant à l'adoption de toute autre mesure pouvant se justifier ;
 - 13 **RÉVOQUE** la résolution N°11 de l'Assemblée du Fonds de 1992 (octobre 2009) en ce qu'elle concerne le Fonds de 1992.
-